L'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION EN ONTARIO FRANÇAIS : UN BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

JEAN-PHILIPPE CROTEAU est coordonnateur du chantier éducation au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF). On lui doit des articles sur les questions de l'intégration scolaire de la communauté juive à Montréal, du financement des écoles publiques et des enjeux liés à la taxe scolaire et à la démocratisation de l'éducation notamment le développement de l'enseignement secondaire public au Québec. Il vient de terminer une étude sur les politiques d'intégration des commissions scolaires montréalaises et torontoises vis-à-vis des immigrants entre 1875 et 1960. En ce moment, il mène des travaux sur l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), sur le parachèvement des écoles secondaires de langue française, le financement des écoles catholique et la gouvernance scolaire en Ontario.

RÉSUMÉ

Cette historiographie, dont nous tenterons de faire un bref survol dans le texte qui suit, est révélatrice d'une volonté de la part des historiens franco-ontariens de témoigner d'une expérience collective très peu racontée dans les synthèses d'histoire de l'éducation de l'Ontario et de mener en même temps une réflexion sur le devenir culturel et social de la minorité de langue française en reconstituant la genèse d'une évolution dans un secteur névralgique et déterminant pour le maintien de sa culture et de son identité, et ce, encore aujourd'hui.

À partir des années 1970 et surtout des années 1980, la discipline de l'histoire de l'éducation en Ontario prend son essor en inaugurant une nouvelle tradition historiographique. Les premiers travaux se sont intéressés à l'école comme une institution vouée à la reproduction des rapports sociaux et ont examiné surtout les stratégies des classes dominantes pour préserver un ordre social existant[1]. Par la suite, les historiens ont étudié les réponses humaines aux politiques éducatives de l'État et des élites[2] et au phénomène de socialisation vécue par la population au sein du système scolaire ontarien[3]. Ainsi, à partir des années 1980, l'historiographie de l'éducation en Ontario connaît une transformation majeure. Elle délaisse une histoire centrée sur les acteurs individuels, la politique et les institutions pour privilégier une histoire sociale qui s'intéresse aux interactions et aux relations qu'entretiennent différents groupes définis par la classe sociale, la région, l'ethnicité et le genre au sein du système scolaire.

Contrairement aux historiens des Prairies qui ont rendu compte de la variété des parcours scolaires des divers groupes ethnoculturels[4], la production historiographique en Ontario se penche essentiellement sur l'étude du système d'éducation public et institue l'expérience scolaire vécue dans les écoles publiques comme une norme interprétative[5]. De surcroît, si la production historiographique a accordé une grande

importance à l'analyse des rapports de classe et de genre, elle a par contre négligé la place des minorités culturelles et religieuses au sein de l'appareil scolaire[6].

L'historiographie franco-ontarienne particulièrement prolifique sur les questions d'éducation émerge parallèlement aux études sur la francophonie canadienne qui s'impose désormais comme un objet d'étude à la lumière du réveil identitaire des minorités francophones lors des années 1970 et d'un contexte de revendication politique[7]. Cette historiographie, dont nous tenterons de faire un bref survol dans le texte qui suit, est révélatrice d'une volonté de la part des historiens franco-ontariens de témoigner d'une expérience collective très peu racontée dans les synthèses d'histoire de l'éducation de l'Ontario et de mener en même temps une réflexion sur le devenir culturel et social de la minorité de langue française en reconstituant la genèse d'une évolution dans un secteur névralgique et déterminant pour le maintien de sa culture et de son identité, et ce, encore aujourd'hui.

ARTHUR GODBOUT, PIONNIER DE L'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION EN ONTARIO FRANÇAIS

Le titre de pionnier de l'histoire de l'éducation de l'Ontario français revient à Arthur Godbout, auteur de l'une des premières synthèses sur la question, *Nos écoles franco-ontariennes*, rédigée au début des années 1970[8]. Professeur à l'École normale et inspecteur d'écoles pendant quarante-trois ans, Arthur Godbout retrace les multiples étapes de l'histoire des écoles françaises en Ontario à travers une genèse de la présence française qui remonte au XVIIIe siècle. Il brosse le portrait d'une évolution ponctuée de conflits rattachés à la lutte pour la survivance des Canadiens français en portant attention aux acteurs politiques et éducatifs, à la législation, aux structures scolaires et aux programmes d'études[9]. Godbout a documenté essentiellement ses travaux à partir des ouvrages de synthèse sur l'éducation, des sources historiques et de sa connaissance intime du système d'éducation, ainsi que de son expérience d'enseignant et de fonctionnaire.

Bien que l'auteur prétende à l'objectivité scientifique et se réclame de la méthodologie historique classique, *Nos écoles franco-ontariennes*, demeure dans une certaine mesure une œuvre engagée. Elle constitue un hommage aux luttes passées et livre un message d'espoir pour les générations suivantes face à l'avenir de l'éducation de langue française en Ontario. De plus, Godbout prévient ses compatriotes de rester vigilants face aux gains scolaires acquis dans les années 1960 et 1970 qui restent fragiles et les encourage à poursuivre la lutte pour une pleine reconnaissance de leurs droits éducatifs. Une lutte qui semble faire partie pour l'auteur de la condition franco-ontarienne[10]. Même si la contribution de Godbout revêt un caractère politique, partisan et parfois même moralisateur, elle constitue un ouvrage documenté qui a offert une première synthèse de l'évolution institutionnelle et pédagogique des écoles franco-ontariennes.

LES LUTTES SCOLAIRES EN ONTARIO : LE CHOC DES NATIONALISMES

Dans les années 1970 et 1980, une nouvelle génération d'historiens professionnels se distingue profondément marquée par les luttes politiques pour le bilinguisme et l'éducation de langue française en Ontario, d'une part, et l'éclatement du Canada français et la rupture identitaire avec le Québec, d'autre part. Ces historiens participent à la formulation de l'identité franco-ontarienne en retraçant la genèse d'une collectivité, dont les origines remontent à la présence coloniale française en Ontario au XVIIe siècle, qui est caractérisée, entre autres, par les luttes scolaires pour le droit à une éducation en français survenues entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Cette production historiographique, indissociable d'un contexte de revendication ou de militantisme politique, colore les postulats de recherche et l'interprétation des auteurs, dont l'œuvre apparaît jusqu'à un certain point engagée. C'est une histoire de l'éducation avant tout politique qui met à l'avant-scène les institutions et les élites canadiennes-françaises, alors que ces dernières incarnent la volonté d'un peuple en marche pour la défense de sa langue, de sa culture et de son identité dans un contexte de conflit scolaire.

Toutefois, les premiers historiens à s'intéresser à une histoire politique de l'éducation de l'Ontario français sont paradoxalement des anglophones. Dans les années 1960 et 1970, l'histoire politique de la Confédération fait l'objet d'une attention marquée de la part des historiens canadiens-anglais intéressés à retracer le processus d'édification nationale du Canada. Ainsi, un groupe d'historiens ontariens examinent la crise du Règlement XVII pour étudier les relations entre les Canadiens anglais et les Canadiens français au tournant du XXe siècle et les répercussions des conflits ethnoreligieux dans le processus du *Nation Building*.

Ils s'intéressent notamment aux sources des conflits scolaires et linguistiques et à leur contexte politique. La question de la langue d'enseignement – qu'ils font remonter à la deuxième moitié du XIXe siècle – est associée aux luttes idéologiques et aux ambitions qui opposent les politiciens, le clergé et les notables locaux[11].

Il faut attendre les années 1980 à la suite des travaux d'Arthur Godbout pour assister à l'émergence d'une production historiographique, écrite par les francophones, qui inscrivent les luttes scolaires en Ontario dans un processus d'édification du Canada français et de germination de l'Ontario français qui se veut le prolongement du Canada français à partir des années 1960. Ainsi, les historiens Gaétan Gervais et Robert Choquette abordent l'histoire de l'éducation à partir de ce projet de construction nationale du Canada français porté par les élites canadiennes-françaises et leurs institutions et fondé sur un héritage commun d'histoire, de culture, de langue et de foi. Dans ce récit, la paroisse et l'école apparaissent comme la clef de voûte qui sert de base organisationnelle à la société franco-ontarienne[12].

La formation de cet espace canadien-français en Ontario est intimement liée aux luttes scolaires survenues au début du XXe siècle pour la défense de l'école de langue française. C'est notamment la perspective de Robert Choquette qui a entrepris une recherche méticuleuse en consultant notamment les archives diocésaines, la presse et les fonds de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO). Son postulat principal consiste à présenter l'enjeu scolaire en Ontario comme la manifestation de la concurrence entre les deux groupes minoritaires, les Canadiens français et les Irlandais, pour s'emparer de l'appareil politique de l'Église catholique afin d'en faire leur institution nationale et d'asseoir ainsi leur position au sein de la société ontarienne. Dans cet optique, l'école apparaît comme l'un des principaux théâtres d'affrontements où deux visions nationales du catholicisme, irréconciliables par ailleurs, entrent en conflit[13].

Les travaux de ces chercheurs sur le Règlement XVII s'avèrent descriptifs et délaissent l'analyse pour reconstituer les principales étapes du conflit en adoptant une perspective qui peut s'avérer parfois tendancieuse, voire même manichéenne. En effet, les protagonistes irlandais sont représentés par la figure controversée de Mgr Fallon, chef de file d'un clergé assimilateur, qui affrontent les élites canadiennes-françaises, rassemblées autour de l'ACFÉO pour défendre les droits scolaires de la minorité. Les auteurs de ce courant historiographique en arrivent à la conclusion que les Canadiens français de l'Ontario sortent grandis de la crise du Règlement XVII qui agit comme un catalyseur de l'identité franco-ontarienne.

Enfin, dans ce récit historique, les élites et les institutions apparaissent sous un jour favorable contrairement à l'historiographie canadienne-anglaise. Celle-ci tendait surtout dans les années 1970 et 1980 à décrire les institutions mises en place par les classes dirigeantes comme des instruments de contrôle social ou des structures d'encadrement des masses populaires. Pour les auteurs franco-ontariens, au contraire, les élites jouent un rôle essentiel dans la création d'institutions qui favorise le maintien des liens sociaux, renforce la cohésion et développe un sentiment d'appartenance à la communauté qui s'inscrit dans la permanence[14]. L'œuvre de Roger Guindon, recteur de l'Université d'Ottawa de 1964 à 1984, est révélatrice à cet égard. Il a entrepris en effet une vaste histoire de la dualité linguistique à l'Université d'Ottawa et des conflits qui ont déchiré les catholiques francophones et anglophones en posant un regard sur l'administration des recteurs et l'évolution des facultés et des programmes d'études[15].

Dans les dernières décennies, cette histoire politique de l'éducation connaît d'importants changements dans le contexte de l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés et de l'article 23 qui garantit une éducation de langue française à la minorité francophone au Canada. Ces études, surtout rédigées par des spécialistes du droit qui privilégient une approche historique, mettent en lumière les nouveaux outils et moyens d'action offerts aux minorités francophones au lendemain du rapatriement de la constitution canadienne, en 1981, pour faire reconnaître la légitimité de leurs revendications devant les tribunaux et obtenir l'autonomie et la gestion de leurs institutions scolaires[16]. Pour l'historien Michael D. Behiels, auteur de *La francophonie canadienne*, Renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire, la Charte des droits et libertés a instauré une « démocratie constitutionnelle » qui tient compte des droits des minorités plutôt que de la souveraineté des législatures provinciales et qui a proclamé une nouvelle ère, celle de la renaissance culturelle des minorités francophones et acadiennes[17].

ÉCOLE ET SOCIÉTÉ OU S'ARRIMER À L'HISTOIRE SOCIALE

Vers la fin des années 1980, cette histoire de l'éducation présentée sous l'angle du choc des nationalismes ou de l'émergence des Églises nationales cède la place graduellement à une production historiographique davantage inspirée des travaux en histoire sociale. Les travaux de ce courant historiographique sont influencés par une approche qui tente d'étudier chacune des composantes de la société pour reconstituer les relations et les interactions humaines qui s'intègrent à un fait social global. Les historiens de cette école adoptent une perspective qui se penche sur les rapports entre l'éducation et les conditions socio-économiques et matérielles des diverses communautés francophones. Pour eux, sans nier complètement l'importance des facteurs politiques et culturels, les conditions socio-économiques et matérielles dans lesquelles évoluent les acteurs déterminent les rapports qu'ils entretiennent avec l'éducation et la formation du système scolaire.

Language, Schooling and Cultural Conflict: The Origins of the French-Language Controversy in Ontario de Chad Gaffield est sans doute le premier ouvrage à renverser le schéma traditionnel de l'histoire culturelle et politique en liant l'identité culturelle aux conditions sociales des francophones des comtés de Prescott-Russell dans l'est de l'Ontario. En empruntant une approche socioculturelle, il associe les origines de l'identité franco-ontarienne, non pas aux circonstances politiques entourant l'adoption du Règlement XVII, mais aux conditions sociales, économiques et matérielles vécues par la population canadienne-française qui ont déterminé les stratégies familiales et les comportements collectifs vis-à-vis de la question de l'éducation et ultimement de la langue d'enseignement[18].

Ces chercheurs se distinguent de l'école de pensée précédente en diversifiant leurs sources documentaires qui ne se limitent plus qu'aux archives institutionnelles ou gouvernementales et à la presse. Ils puisent dans les données tirées en grande partie des recensements décennaux pour reconstituer l'environnement social et économique dans lequel évolue le système d'éducation et qui conditionne selon eux le processus de scolarisation de la population. Toutefois, les sources utilisées ne sont pas uniquement de nature démographique ou socio-économique. Les chercheurs continuent à dépouiller les archives dites traditionnelles des institutions éducatives, des congrégations religieuses ou du réseau associatif canadien-français de l'Ontario. Ils puisent aussi dans les articles de la presse et colligent des témoignages oraux pour reconstituer l'environnement social[19].

Une autre particularité de ces travaux est que ces auteurs s'intéressent aux relations entre les « gouvernants » et les « gouvernés » scolaires. Ils postulent d'une certaine autonomie des acteurs scolaires vis-à-vis de l'État, des instances gouvernementales et éducatives et de la bureaucratie pour influencer la formation et la transformation d'un système d'éducation catholique de langue française en fonction de leurs aspirations, de leurs intérêts et de leurs moyens. Toutefois, les auteurs montrent les limites de cette autonomie puisque les administrations scolaires détenues par les francophones doivent tenir compte des contraintes exercées par le gouvernement ontarien en matière de langue d'enseignement, de qualification du personnel et des études secondaires. Le gouvernement ontarien possède ultimement le dernier mot et dispose d'un pouvoir de coercition en déliant ou non les cordons de la bourse[20].

Cependant, cette production historiographique tend à interpréter les phénomènes éducatifs comme essentiellement déterminés par les conditions socio-économiques ou les facteurs de peuplement et minimiser le projet national promu par les élites politiques et religieuses comme force motrice du développement d'un réseau d'écoles françaises en Ontario. Ce faisant, il se dégage un portrait de l'espace scolaire franco-ontarien désincarné de son projet de construction nationale qui s'intéresse plutôt aux acteurs sociaux et conçoit l'école davantage comme un produit des conditions sociales du milieu[21]. Toutefois, certains ouvrages concilient les deux approches – histoire nationale et sociale. Par exemple, *Coloniser et enseigner* de Danielle Coulombe associe l'œuvre éducatrice des sœurs religieuses au projet de Mgr Hallé, évêque de Hearst, de créer un pont humain qui relierait l'Abitibi au Manitoba en passant par le nord de l'Ontario grâce à un réseau institutionnel qui constituerait un point d'ancrage pour les colons canadiens-français.

L'INTERPRÉTATION DE L'AUTRE SOLITUDE : LE POINT DE VUE DES ANGLO-CATHOLIQUES

Les écoles séparées en Ontario ont fait l'objet de nombreux travaux de la part d'auteurs anglophones. À l'image des conflits qui ont opposé les Irlandais et

les Canadiens français entourant la langue et l'école, il subsiste encore aujourd'hui un fossé entre les traditions historiographiques portant sur les écoles catholiques en Ontario que les historiens, francophones et anglophones, osent rarement franchir[22]. L'historiographie produite par les historiens anglo-catholiques s'inscrit, entre autres, dans une démarche politique de certains représentants de la minorité catholique de langue anglaise pour rappeler l'enracinement des écoles séparées dans la trame historique de l'Ontario et pour appuyer la légitimité de certaines de leurs revendications éducatives. Ainsi, trois thèmes ressortent généralement : le financement public des écoles séparées, la reconnaissance des *high schools* catholiques et leur accès au financement public et la langue d'enseignement. Ces ouvrages présentent souvent l'évolution et le développement des écoles séparées selon une perspective conflictualiste au sein de la société ontarienne, soit religieuse (la minorité catholique contre la majorité protestante) ou linguistique (la minorité francophone contre la majorité anglophone).

La principale contribution de l'historiographie anglo-catholique est de faire entendre un autre son de cloche qui remet en perspective le rôle du clergé et des élites irlandaises lors de la crise du Règlement XVII. Elle met en lumière les racines des débats, négligées ou évacuées par les historiens francophones, essentiels à la compréhension des rapports linguistiques au sein de la minorité catholique en Ontario au tournant du XXe siècle en accordant une attention particulière au contexte politique, socioreligieux et culturel. L'originalité de l'approche de ces historiens consiste à ne pas limiter l'étude de la question des écoles bilingues au conflit de la langue d'enseignement, mais en l'intégrant dans une perspective des transformations du catholicisme de langue anglaise en Ontario comme la mobilité sociale des anglo-catholiques, la montée du sentiment impérialiste parmi la hiérarchie religieuse irlandaise, la question du financement des écoles séparées et des *high schools* catholiques, les politiques d'assimilation des immigrants européens par l'Église catholique, l'action sociale du clergé catholique en milieu urbain, etc.[23].

À l'instar des premiers ouvrages francophones sur le Règlement XVII et la question de la langue d'enseignement, les travaux des historiens anglo-catholiques comportent aussi un certain biais. En effet, les historiens anglo-catholiques font peu d'efforts pour mettre en contexte l'opposition des Canadiens français au Règlement XVII avec l'émergence des nationalismes canadien-français et canadien-anglais. L'opposition au Règlement XVII est mise sur le compte des ambitions des élites canadiennes-françaises et de leur militantisme politique[24]. Il est à souhaiter que les écoles historiographiques franco-ontarienne et anglo-catholique puissent établir davantage de passerelles pour favoriser les échanges et le dialogue afin d'enrichir nos connaissances du conflit du Règlement XVII.

Au terme de ce bref survol de l'historiographie franco-ontarienne de l'éducation, un bilan s'impose. Rappelons que les questions éducatives ont occupé de tout temps une place privilégiée dans le champ des études de la francophonie canadienne incluant l'Ontario français. Ainsi, les problématiques éducatives comportent un caractère incontournable en raison du rôle prépondérant joué par l'école dans la constitution ou le renouvellement du tissu social et identitaire de la collectivité franco-ontarienne. Cependant, l'historiographie à ce jour s'est davantage préoccupée de l'école comme institution de la « survivance » et des luttes politiques qui agissent comme un acte fondateur de l'identité franco-ontarienne. Bien qu'une nouvelle tendance se soit dessinée dans les dernières décennies, les conditions et les processus sociaux menant à la formation du système scolaire et à la scolarisation de la population franco-ontarienne restent encore à étudier.

L'importance accordée aux facteurs politiques et culturels dans l'histoire de l'éducation en Ontario français s'explique par le contexte de réveil identitaire et de revendications linguistiques des années 1960 et 1970 qui l'a vu naître et qui a nécessairement façonné la forme et le contenu d'un récit historique à travers lequel les débats, les luttes politiques, les idéologies, la législation, les institutions et les structures scolaires occupent le haut du pavé. Ainsi, la face externe du système scolaire franco-ontarien est relativement bien documentée sur ses rapports politiques avec l'État et la société majoritaire. Le bât blesse davantage au niveau de la face interne quand il s'agit d'étudier les conditions d'aménagement et de développement d'un espace éducatif francophone en Ontario notamment le rôle des institutions publiques et privées dans la production et la reproduction sociale. De plus, les rapports au sein des dynamiques locales entre les représentants des commissions scolaires et les communautés franco-ontariennes sont généralement passés sous silence. Enfin, l'expérience scolaire vécue par la population franco-ontarienne et étudiée à travers des

thèmes comme les programmes d'études, les manuels, la formation et la condition enseignante et la socialisation des élèves reste un champ d'analyse encore en friche.

L'immigration, appelée à jouer une influence déterminante dans la définition – ou la redéfinition – de l'identité franco-ontarienne et dans la transmission de la culture et la langue française en Ontario a peu préoccupé les historiens qui ont laissé le champ libre aux sociolinguistes et aux chercheurs en éducation[25]. Ce manque d'intérêt s'explique bien sûr par des sources primaires lacunaires et par l'objet même de l'histoire qui s'intéresse au passé, alors que la présence des immigrants dans les écoles franco-ontariennes est relativement récente. Toutefois, il faudra tôt ou tard que l'historien se penche sur le rapport d'altérité de l'Ontario français avec l'« Autre » comme l'ont déjà entrepris certains travaux pionniers[26]. À ce titre, des études sur le Nord-Est ontarien, une région avec une importante minorité canadienne-française où ont coexisté plusieurs groupes ethniques notamment au sein des écoles catholiques, s'avéreraient un projet de recherche extrêmement fécond.

L'historiographie sur l'éducation de l'Ontario français, malgré ses faiblesses et ses lacunes, témoigne de la trajectoire fascinante d'une minorité qui s'est aménagée un espace caractérisé par sa diversité institutionnelle et une variété de trajectoires scolaires qui rendent compte de son dynamisme social et culturel. Elle constitue un capital pour les chercheurs en Ontario et dans le reste du pays qui ne demande qu'à être fructifié pour mieux comprendre comment les liens entre l'éducation, la culture et la société façonnent l'expérience collective d'un groupe minoritaire.

NOTES

1 J. Donald Wilson, Robert M. Stamp et Louis-Audet (dir.), *Canadian Education: A history*, Scarborough, 1970 et Robert M. Stamp, *The Schools of Ontario*, 1876-1976, Toronto, *University of Toronto Press*, 1982, 293 p. Ce livre constitue un ouvrage emblématique de cette tendance.

2 Michael Katz et Paul Mattingly (dir.), *Education and Social Change, Themes from Ontario Past*, New York, *New York University Press*, 1975, 324 p. Ian E. Davey, *Educational Reform and the Working Class: School Attendance in Hamilton*, Ontario, 1851-1891, thèse de doctorat (histoire), Université de Toronto, 1975, 356 p. Harvey J. Graff, *Literacy and Social Structure in the 19th Century City*, thèse de Ph.D. (histoire), Université de Toronto, 1975. Susan E. Houston, *The Impetus to Reform: Urban Crime, Poverty and Ignorance*, thèse de doctorat (histoire), Université de Toronto, 1975, 466 p. Susan E. Houston et Alison Prentice, *Family Schools and Society in 19th-Century Canada*, Toronto, Oxford University, 1975, 294 p. Robert D. Gidney et W. P. J. Millar "From Voluntarism to State Schooling: the Creation of the Public School System in Ontario", *Canadian Historical Review*, 60(4) (1975) : 442-465. Alison Prentice, *The School Promoters, Education and Social Class in Mid-19th Century Upper Canada*, Toronto, *University of Toronto Press*, 1977, 192 p.; Bruce Curtis, *Building the Educational State: Canada West*, 1836-1871, London, *The Althouse Press*, 1988, 450 p. Neil MacDonald et Alf Chaiton, *Egerton Ryerson and His Times. Essays on the History of Education*, Toronto, Macmillan Company of Canada Limited, 1978, 319 p. Robert D. Gidney et Douglas Archie Lawr, "Egerton Ryerson and the Origins of the Ontario Secondary School", *Canadian Historical Review*, 60(4) (1979) : 443-473.

3 Pour une synthèse de l'histoire de l'éducation selon cette perspective, voir Paul Axelrod, *The Promise of Schooling Education in Canada*, 1800-1914, Themes in Canadian Social History, Toronto, *University Press of Toronto*, 1997, 155 p. Voir aussi R. D. Gidney et W. P. J. Millar, *Inventing Secondary Education, The Rise of the High School in 19th-Century Ontario*, Montréal et Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 1990, 411 p.; R. D. Gidney *From Hope to Harris. The Reshaping of Ontario's Schools*, Toronto, *University of Toronto Press*, 1999, 362 p.; R. D. Gidney et W. P. J. Millar, *How Schools Worked? Public Education in English Canada*, 1900-1940, Montréal et Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 2012, 517 p. Marta Danelywycz et Alison Prentice, "Teachers, Gender and the Bureaucratizing School Systems in 19th Century", *History of Education Quaterly*, 24(1) (Spring 1984) : 75-100. Marta Danelywicz et Alison Prentice, "Teachers' Work: Changing Patterns and Perceptions in the Emerging School Systems of Nineteenth – and the Early 20th-Century Central Canada", dans Alison Prentice et Majorie Theobald, *Women Who Taught. Perspectives on the History of Women and Teaching*, Toronto, *University of Toronto Press*, 1991 : 136-159.

4 C. J. Jaenen, "Ruthenian Schools in Western Canada, 1897-1919", *Paedagogica Historica*, 10(3) (1970) : 517-541. C. J. Jaenen, "Minority Groups Schooling and Canadian National Unity", *The Journal of Educational Thought*, 7(2) (Août 1973) : 81-93. Martin Jorgen Dahlie, "Some Aspects of the Education of Minorities: The Japanese in B. C., Lost Opportunity?", *B. C. Studies*, nº 8 (Hiver 1970/71) : 3-16. Patricia E. Roy, "Educating the East: British Columbia and the Oriental Question in the Inter-War Years", *B. C. Studies*, nº 18 (Summer 1973) : 50-69. J. D. Wilson et Jorgen Dahlie, "Negroes, Finns, Sikhs – Education and Community Experience in British Columbia", dans Paul Mingus (dir.), *Sounds Canadian: Language and Cultures in Multi-Ethnic Society*, Canadian Ethnic Studies Association, Toronto, Peter Martin Associates, 1975 : 76-92. R. J. MacDonald, "Hutterite Education in Alberta: A Test Case in Assimilation, 1920-1970", *Canadian Ethnic Studies*, 8(1) (1976) : 9-21. L. Kovacs, *Ethnic Canadians: Culture and Education*, Regina, Université de Regina, Canadian Plains Studies, 1978, 495 p. Mary Ashworth, *The Forces Which Shaped Them: A History of the Education of Minority Group Children in British Columbia*, Vancouver, New Star Books, 1979, 238 p. Neil McDonald, "Canadian Nationalism and North-West Schools, 1884-1905", dans Brian Titley and Peter J. Miller, *Education in Canada: An Interpretation*, Calgary, Detselig Enterprises, 1982 : 121-150. Manoly Lupul, "Ukrainian-Language Education in Canada's Public Schools", dans Manoly Lupul (dir.) *A Heritage in Transition: Essays in the History of Ukrainians in Canada*, Toronto, McClelland & Stewart, 1982 : 215-243. Stella M. Hryniuk et Neil G. McDonald, "The Schooling Experience of Ukrainians in Manitoba, 1896-1916" dans Nancy M. Sheehan, J. Donald Wilson, David C. Jones (dir.), *Schools in the West, Essays in Canadian Education History*, Calgary,

Detselig Enterprises, 1986 : 155-173. David Cheunyan Lai, "The Issue of Discrimination in Victoria, 1901-1923", *Canadian Ethnic Studies*, 19(3) (1987) : 47-67. Bill Maciejko, "Ukrainians and Prairie School Reform, 1896-1921: Ethnic and Domestic Ideologies in Modern State Formation", *Canadian Ethnic Studies*, 22(2) (1990) : 19-40.

[5] L'ouvrage de Gidney, *From Hope to Harris*, constitue une exception avec un chapitre sur les groupes minoritaires, dont les Franco-Ontariens. Gidney, *From Hope to Harris*… : 142-164. Susan E. Houston et Alison Prentice consacrent un chapitre sur l'expérience scolaire de la minorité catholique. Houston et Prentice, *Schooling and Scholars*…, 418 p. Voir aussi Sara Z. Burke and Patrice Milewski, *Schooling in Transition: Readings in Canadian History of Education*, Toronto, *University of Toronto Press*, 2012, 440 p. qui comporte quelques textes sur les minorités, dont les Franco-Ontariens.

[6] Toutefois, des exceptions demeurent. Luigi G. Pennacchio, "Toronto Public Schools and the Assimilation of Foreign Students, 1900-1920", *Journal of Educational Thought*, Vol. 20 (April 1986) : 37-48. Lynne Marks, "Kaye Meydelach or Shulamith Girls: Cultural Change and Continuity among Jewish Parents and Daughters: A Case Study of Toronto's Harbord Collegiate Institute in the 1920's", dans Alison Prentice et Ruby Heap, dir., *Gender and Education in Ontario, An Historical Reader*, dans Alison Prentice et Ruby Heap (dir.), Toronto, *Canadian Scholars' Press*, 1991 : 291-302. Luigi Pennacchio, "The Defence of Identity: Ida Siegel and the Jews of Toronto versus the Assimilation Attempts of the Public Schools and Its Allies, 1900-1920", *Canadian Jewish Historical Society Journal*, 9(1) (January 1985) : 41-60. Voir aussi Mark G. McGowan, "Toronto's English-Speaking Catholics, Immigration, and the Making of a Canadian Catholic Identity, 1900-30", dans Terrence Murphy et Gerald Stortz, *Creed and Culture, The Place of English-Speaking Catholics in Canadian Society*, 1750-1930, Montreal et Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 1993 : 204-245 et John Zucchi, *Italians in Toronto: Development of National Identity*, 1875-1935, Montreal et Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 1990, 270 p.

[7] Voir Jean Lapointe et Joseph Yvon Thériault, « La sociologie et les francophonies minoritaires au Canada », dans Joseph Yvon Thériault (dir.), *Francophones minoritaires au Canada – l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions de l'Acadie, 1999 : 193-208.

[8] Arthur Godbout, *Nos écoles franco-ontariennes, Histoire des écoles de langue française dans l'Ontario, des origines du système scolaire (1841) jusqu'à nos jours*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, 141 p. Voir aussi Arthur, Godbout, *L'origine des écoles françaises dans l'Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1972, 183 p. et Arthur Godbout, *Historique de l'enseignement français dans l'Ontario 1676-1976*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 1979, 102 p. Voir aussi l'œuvre de l'historien Lucien Brault : Lucien Brault, *Histoire des comtés unis de Prescott et de Russell*, 1965, 377 p. et Lucien Brault, *Bref exposé de l'enseignement bilingue au XXe siècle dans l'Ontario et les autres provinces*, Kingston, 1966, 36 p. Le texte « L'éducation en Ontario français », publié dans *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, constitue l'une des rares synthèses sur la question, hormis celles de Godbout. Voir Louis-Gabriel Bordeleau, Roger Bernard et Benoît Cazabon, « L'éducation en Ontario français », dans Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1999 : 435-473.

[9] *Godbout, Nos écoles franco-ontariennes…* : 11-25.

[10] *Ibid.* : 107-122.

[11] Margaret Prang "Clerics, Politicians, and the Bilingual Schools Issue in Ontario, 1910-1917", *Canadian Historical Review*, 41(4) (December 1960) : 281-307. Marilyn Barber, "Ontario Bilingual Schools Issue: Sources of Conflict", *Canadian Historical Review*, 47(3) (September 1966) : 227-248. Peter Oliver "The Ontario Bilingual Schools Crisis, 1919-29", *Journal of Canadian Studies/ Revue d'études canadiennes*, 7(1) (February 1972) : 22-45.

[12] Gaétan Gervais, « L'enseignement supérieur en Ontario français (1848-1965) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 7 (1985) : 11-52 ; Gaétan Gervais, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », *Cahiers Charlevoix*, *Études franco-ontariennes*, n° 1, Sudbury, Société Charlevoix et Prise de parole, 1995 : 125-168 ; et Gaétan Gervais, « Le règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 18 (1996) : 123-192. Voir aussi Gaétan Gervais, « L'Ontario français, 1821-1910 », dans Cornelius J. Jaenen (*éd.*), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, *Les Presses de l'Université d'Ottawa*, 1993 : 49-126 ; Gaétan Gervais, « L'histoire de l'Ontario français, 1610-1997 », dans Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1995 : 145-161 et Gaétan Gervais, « Le règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel Ontario*, n° 18 (1996) : 123-192. Au sujet du récit fondateur franco-ontarien, voir Robert Choquette, *L'Ontario français, historique*, Montréal, Éditions Études Vivantes, 1980. 272 p. et Michel Bock, Gaétan Gervais et Suzanne Arseneault (dir.), *L'Ontario français : des Pays-d'en-Haut à nos jours*, Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques, 2004, 271 p.

[13] Robert Choquette, *Langue et Religion : histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977, 268 p. ; Robert Choquette, *L'Église catholique dans l'Ontario français du 19e siècle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984, 365 p. et Robert Choquette, *La foi gardienne de la langue en Ontario : 1900-1950*, Montréal, Bellarmin, 1987, 282 p.

[14] Pour une conceptualisation des élites et des institutions en Ontario français, voir Gaétan Gervais, « La stratégie de développement institutionnel de l'élite canadienne-française de Sudbury ou le triomphe de la continuité », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 5 (1983) : 67-92.

[15] Roger Guindon, *Coexistence difficile. La dualité linguistique à l'Université d'Ottawa*, Vol. 1, 1848-1898, Ottawa, PUO, 1989, 209 p. ; Roger Guindon, *Coexistence menacée. La dualité linguistique à l'Université d'Ottawa*, Vol. 2 ; 1898-1936, Ottawa, PUO, 209 p. et Roger Guindon, *Coexistence féconde. La dualité linguistique à l'Université d'Ottawa*, Vol. 3 ; 1936-1965, Ottawa, PUO, 1995, 174 p. Roger Guindon, *La coexistence équitable, La dualité linguistique à l'Université d'Ottawa*, Vol. 4 : depuis 1965, Ottawa, *Les Presses de l'Université d'Ottawa*, 1998, 185 p.

[16] Voir par exemple Angéline Martel, « Processus initié par la promulgation de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés : les revendication scolaires de la minorité de langue officielle française », dans David Scheiderman (dir.), *Language and the State: The Law and Politics of Identity*, Edmonton, Centre d'études constitutionnelles, Université de l'Alberta, 1991 : 377-412 et Angéline Martel et Daniel Villeneuve, « Droit constitutionnel et rapports de pouvoir : Les droits scolaires des francophones minoritaires du Canada avant 1960 », *Canadian Journal of Law and Society/Revue canadienne de droit et société*, 10(1), (1995) : 25-63. Pierre Foucher, « L'évolution des droits scolaires des minorités linguistiques francophones au Canada », dans Claude Deblois et Alain Prujiner (dir.), *Les écoles françaises hors Québec : rétrospective et prospective*, Québec, *Les Cahiers du Laboratoire de recherche en administration et politique scolaires*, Faculté de droit, Université Laval, 1991.

[17] Michael D. Behiels, *La francophonie canadienne, Renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*, traduit sous la direction de François Gauthier, Collection Amérique française. Ottawa, *Les Presses de l'Université d'Ottawa*, 2005, 432 p.

[18] Chad Gaffield, *Language, Schooling and Cultural Conflict: The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, Montreal & Kingston, Ontario, *McGill-Queen's University Press*, 1987, 272 p. Voir aussi David Welch, *The Social Construction of Franco-Ontarian Interests Toward French Language Schooling: 19th century to 1980's*, thèse de doctorat, University of Toronto, 1988, 400 p. Jack Cecillon, "Language and School Conflicts in the Windsor Border Region, 1882-1920", *Ontario History* (December 1995) : 261-287 et Jack Cecillon, "Early Struggles for Bilingual Schools and the French Language in the Windsor Border Region, 1851-1910", *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation* (spring/printemps 2009) : 66-84.

[19] Voir à ce titre, l'ouvrage de Françoise Noel qui tente de reconstituer la vie quotidienne des habitants de la région de North Bay à partir d'articles de journaux et des témoignages oraux. Françoise Noel, *Family and Community Life in Northeastern Ontario, The Interwar Years*, Montreal and Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 2009, 340 p.

[20] Danielle Coulombe, *Coloniser et enseigner, Le rôle du clergé et la contribution des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours à Hearst 1917-1942*, Éditions du Nordir, Ottawa, 1988, 249 p. Voir aussi Stéphane Lang, *La communauté franco-ontarienne et l'enseignement secondaire (1910-1968)*, Université d'Ottawa, thèse de doctorat (histoire), 2003 : 302.

[21] Un courant de pensée a récemment lancé un appel – pas seulement en histoire, mais aussi dans les autres disciplines en sciences sociales – pour revenir à un schème interprétatif qui remettrait au cœur de la réflexion les notions de mémoire et d'histoire qui ont été marqueuses de sens pour le Canada français et qui continue encore aujourd'hui à être nécessaire pour la légitimation d'un projet politique de la francophonie canadienne. Voir Michel Bock « Se souvenir et oublier : la mémoire du Canada français, hier et aujourd'hui », *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*, Joseph-Yvon Thériault, Gilbert, Anne et Linda Cardinal (dir.). Montréal, Fides, 2008 : 161-204 et Meunier, Martin et Joseph Yvon Thériault. « Que reste-t-il de l'intention vitale du Canada français ? » *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations*. Thériault, Joseph Yvon, Gilbert, Anne et Linda Cardinal (dir.). Montréal, Fides, 2008 : 205-240.

[22] Voir Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Upper Canada*, Toronto, J. M. Dent & Sons [Canada] Ltd., 1954, 331 p.; Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario*, Toronto, Thomas Nelson & Sons [Canada] Ltd., 1964, 514 p. et Franklin Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario: From the Hope Commission to the Promise of Completion (1945-1985)*, Toronto, Catholic Education Foundation of Ontario, 1986, 514 p. Voir aussi la réflexion de Walker sur les problématiques et les sources de l'histoire des écoles catholiques en Ontario dans Franklin Walker, "The History of Ontario Separate Schools: Sources and Problems", *Canadian Catholic Historical Association*, *Historical Studies*, Vol. 55 (1988) : 7-20. Voir aussi Robert M. Stamp, *The Historical Background of Separate Schools in Ontario*, Toronto, Ontario Ministry of Education, 1985, 35 p. Mark G. McGowan, *The Waning of the Green: Catholics, Irish and Identity in Toronto*, 1887-1922, Montreal and Kingston, *McGill-Queen's University Press*, 1999, 432 p. Michael Power, *A Promise Fulfilled, Highlights in the Political History of Catholic Separate Schools in Ontario*, Ontario Catholic School Trustees' Association, 2002, 525 p. Robert T. Dixon a d'une certaine manière succédé à Walker comme « historien officiel » des écoles catholiques de l'Ontario en rédigeant sa thèse sur la question et en publiant diverses articles et ouvrages. Robert T. Dixon, *The Ontario Separate School System and Section 93 of the British North America Act*, thèse de doctorat (éducation) University of Toronto, 1976, 854 p. Robert T. Dixon, *Catholic Education and Politics in Ontario (1964-2001)*, Vol. 4, Toronto, The Catholic Education Foundation of Ontario, 2003, 543 p. Robert T. Dixon, "William Davis and the Road to Completion in Ontario's Catholic High Schools, 1971-1985", *Catholic Church Historical Association* (CCHA), Vol. 69 (2003) : 7-33. Robert T. Dixon, *We Remember, We Believe, A History of Toronto's Catholic Separate School Boards, 1841 to 1997*, Toronto, Toronto Catholic District School Board, 2007, 481 p.

[23] Voir Power, *A Promise Fulfilled…* : 347-473 et Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario: From the Hope Commission…* : 437-477.

[24] Voir Power, *A Promise Fulfilled…* : 203-247 et Walker, *Catholic Education and Politics in Ontario…* : 228-231. McGowan aborde aussi la question des écoles bilingues qu'il étend à un cadre plus large et qui inclut les différents entre le clergé irlandais et canadiens-français sur les nominations épiscopales et l'assimilation des immigrants catholiques. McGowan, *Waning of the Green…* : 235-249.

[25] Voir Monica Heller, *Crossroads: Language, Education and Ethnicity i n French Ontario*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1994, 252 p. et Monica Heller, *Paths to Post-Nationalism. A Critical Ethnography of Language and Identity*, Oxford, *Oxford University Press*, 2011, 240 p. Diane Gérin-Lajoie, « La problématique identitaire et l'école de langue française en Ontario » *Francophonies d'Amérique*, nº18 (2004) : 177-179. Monica Heller et Normand Labrie (dir.), *Discours et identités, La francité canadienne entre modernité et mondialisation*, Fernelmont (Belgique), Éditions modulaires européennes, 2003, 448 p. Normand Labrie et Gilles Forlot (dir.), *L'enjeu de la langue en Ontario français*, Sudbury, Prise de parole, Collection Ancrages, 1999, 269 p. Normand Labrie et Sylvie A. Lamoureux (dir.), *L'éducation de langue française en Ontario, enjeux et processus sociaux*, Sudbury, Prise de parole, 2003, 247 p. Normand Labrie "Language Policy in Ontario: From the Recognition of Linguistic Rights to the Free-Market Policy", *Canadian Language Policies in Comparative Perspective*, dans Michael Morris (dir.). Montréal / Kingston, *McGill Queen's University Press*, 2010 : 333-343.

[26] Voir le travail pionnier de Marcel Martel et Michael Begley. Marcel Martel, « Le dialogue avec l'Autre : les dirigeants franco-ontariens et la question de l'immigration, 1927-1968 », *Revue de la Société historique du Canada*, Nouvelle série 6 (1995) : 273-287. Michael Begley, *Immigration et éducation : histoire du Regroupement ethnoculturel des parents francophones de l'Ontario*, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa, 2012, 352 p.